



PUBLIC PRIVE EXIGEONS LE RETRAIT DU PROJET

Pour s'opposer au projet gouvernemental sans précédent de régression sociale qui vise, en réalité, à faire baisser le niveau des retraites et des pensions

Projet inacceptable, injuste car essentiellement à la charge des salariés (85%), comptable et de court terme, sans réponses aux vraies questions

**Mobilisons nous massivement par la grève
et les manifestations**

(l'ampleur des cortèges est primordiale)

Les enjeux sont considérables

Contre le recul de l'âge de départ à la retraite

Pour l'abrogation de la décote qui pénalise entre autre fortement les femmes

Pour le maintien du statut des fonctionnaires et du régime des pensions

Pour un financement élargi qui permettrait de pérenniser les régimes de retraite par répartition

**Contre la casse des retraites
Grève le 24 juin**



Appel du 24 juin 2010

Communiqué commun CFDT, CFTC, CGT, FSU, Solidaires, UNSA

Alors que l'emploi industriel se détériore sur notre département comme ailleurs, que les très petites et moyennes entreprises subissent durement le choc de la crise économique, le gouvernement maintient le cap de sa politique comptable en supprimant de l'emploi public. Dans un contexte exacerbé par la crise européenne, le spectre de l'austérité plane sur les salaires et le pouvoir d'achat. Toute notre protection sociale est menacée. L'offensive précipitée du gouvernement et du patronat sur les retraites présente des aspects régressifs qui ne sont pas destinés à sauver notre régime par répartition mais à l'affaiblir.

Les organisations **CFDT, CGT, CFTC, FSU, Solidaires, UNSA** de Loire Atlantique s'inscrivent dans le communiqué intersyndical national, et portent elles aussi une appréciation positive sur la dynamique de mobilisation qui a rassemblé les salariés du public et du privé, les retraités, les privés d'emploi, les jeunes alors que les annonces gouvernementales, notamment de reporter l'âge légal de départ en retraite, ont été faites 3 jours avant cette journée.

Les organisations syndicales rappellent que :

- La remise en cause de l'âge légal à 60 ans est inacceptable et injuste, en particulier elle fait porter les efforts sur les salariés qui ont commencé à travailler tôt et les travailleurs et travailleuses les plus précaires,
- La reconnaissance de la pénibilité est incontournable et ne peut se concevoir à partir d'un examen médical,
- La question des nouvelles ressources reste pleine et entière.

Les orientations du gouvernement ignorent l'essentiel des exigences formulées par les organisations syndicales.

Le projet de loi est désormais connu : il est injuste et inacceptable !

Le gouvernement reste campé sur l'allongement de la durée de cotisations et le report de l'âge légal de départ à la retraite. Le coût de la « réforme » sera supporté à plus de 85% par les salarié-e-s.

Rien n'est joué, la rue doit parler !

Les organisations signataires décident et appellent les salarié(e)s du public et du privé, les retraités, les privés d'emploi, les jeunes à **faire grève et manifester le 24 juin qui sera une étape décisive dans le rapport de force nécessaire pour la sauvegarde de nos retraites.**

MANIFESTATIONS

10 h ANGENIS à la sous-préfecture -

14 h CHÂTEAUBRIANT, place de la mairie

14 h 30 SAINT NAZAIRE, Ruban Bleu - **NANTES**, place du Commerce

Sur Nantes, rassemblement Finances à 12 h place Royale devant la Société Générale (prévoir pique-nique) avant de rejoindre la manifestation.